

DEC 27/2015

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2014-2015

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 17 septembre 2015

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 17 septembre 2015

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Proposition de virements de crédit n° DEC 27/2015 à l'intérieur de la Section III – Commission – du budget général pour l'exercice 2015



Conseil de
l'Union européenne

**Bruxelles, le 8 septembre 2015
(OR. en)**

11752/15

FIN 591

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Madame Kristalina GEORGIEVA, vice-présidente de la Commission européenne
Date de réception:	8 septembre 2015
Destinataire:	Monsieur Pierre GRAMEGNA, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 27/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 27/2015.

p.j.: DEC 27/2015



BRUXELLES, LE 03/09/2015

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2015
SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 21

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 27/2015

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et financières internationales

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière

CE	-20 000 000,00
CP	-19 000 000,00

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 2103 Instrument européen de voisinage

POSTE - 21 03 01 04 Soutien au processus de paix et aide financière à la Palestine et à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)

CE	20 000 000,00
CP	19 000 000,00

I. PRÉLÈVEMENT

I.1

a) Intitulé de la ligne

01 03 02 - Aide macrofinancière

b) Données chiffrées à la date du 26/08/2015

	CE	CP
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	77 955 000,00	74 218 061,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	0,00	0,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	77 955 000,00	74 218 061,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0,00	23 029 806,20
5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	77 955 000,00	51 188 254,80
6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	57 955 000,00	32 188 254,80
7 Prélèvement proposé	20 000 000,00	19 000 000,00
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	25,66 %	25,60 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 26/08/2015	0,00	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

d) Justification détaillée du virement

Au 24 août 2015, l'exécution des crédits sur cette ligne budgétaire était de 0 % pour les engagements et de 31 % pour les paiements.

Conformément aux prévisions antérieures, les opérations d'assistance macrofinancière (AMF) en faveur de la Géorgie ont donné lieu à des versements (23 millions d'EUR sous forme de dons), tandis que pour la République kirghize, l'exécution (15 millions d'EUR sous forme de dons) est prévue en 2015. Toutefois, les opérations d'AMF en faveur de la Moldavie et de l'Arménie ne se concrétiseront probablement pas en 2015.

Arménie: une demande d'AMF a été reçue des autorités arméniennes en février 2013, qui a été renouvelée en février 2014. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), qui avait approuvé en mars 2014 un programme triennal de 125 millions d'USD, a décelé un déficit de financement de 100 millions d'USD, qui devrait être couvert par l'AMF de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle la Commission a introduit la demande correspondante dans la procédure budgétaire. Toutefois, compte tenu de la situation économique et de la capacité de l'Arménie à attirer des financements extérieurs (notamment l'émission d'euro-obligations, à hauteur de 500 millions d'USD, en mars 2015), à l'heure actuelle, la Commission considère que la stabilité macroéconomique du pays n'est pas menacée, de sorte qu'elle ne proposera pas de nouveau programme d'AMF en 2015. La Commission continuera à suivre la situation de près dans la perspective d'une nouvelle proposition susceptible d'avoir une incidence budgétaire en 2016-2017.

Moldavie: à la fin de l'année 2013 et en 2014, le gouvernement moldave a sollicité la possibilité d'une nouvelle opération d'AMF parallèlement à un nouveau programme du FMI, qui a été inscrite en conséquence dans le projet de budget 2015. Toutefois, les négociations en la matière avec le FMI ont échoué au début de 2014. À la suite des élections de novembre 2014, la Moldavie a connu une situation d'instabilité politique avec des changements de gouvernement, une crise bancaire et le glissement de l'économie réelle dans la récession. Dans ce contexte, les négociations prévues sur un nouveau programme du FMI ont été interrompues à deux reprises. Le gouvernement actuel, qui a été formé à la fin du mois de juillet 2015, a repris les négociations sur un nouveau programme du FMI, qui pourrait être soumis à l'approbation du conseil d'administration du Fonds en novembre 2015. Si des avancées notables sont réalisées au sujet du programme du FMI, les autorités moldaves sont susceptibles de faire une demande officielle d'AMF, qui aurait une incidence budgétaire en 2016-2017.

En conséquence, un montant total de 77 455 000 EUR en crédits d'engagement (CE) et de 35 688 254 EUR en crédits de paiement (CP) peut être transféré comme suit pour couvrir des besoins urgents sur d'autres lignes budgétaires de la rubrique 4 en 2015:

- 20 millions d'EUR en CE et 19 millions d'EUR en CP destinés au soutien supplémentaire à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA);
- 15 millions d'EUR en CE et 15 millions d'EUR en CP pour l'aide humanitaire au Soudan du Sud;
- le solde, soit 42 455 000 EUR en CE et 1 688 254 EUR en CP, pour les crises en Syrie et en Iraq.

II. RENFORCEMENT

II.1

a) Intitulé de la ligne

21 03 01 04 - Soutien au processus de paix et aide financière à la Palestine et à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)

b) Données chiffrées à la date du 26/08/2015

	CE	CP
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	286 500 000,00	218 104 163,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	13 500 000,00	46 800 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	300 000 000,00	264 904 163,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	212 000 000,00	212 570 093,66
5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	88 000 000,00	52 334 069,34
6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	108 000 000,00	71 334 069,34
7 Renforcement proposé	20 000 000,00	19 000 000,00
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	6,98 %	8,71 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 26/08/2015	0,00	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

d) Justification détaillée du virement

Au 24 août 2015, le taux d'exécution global des crédits inscrits sur la ligne 21 03 01 04 était de 100 % pour les engagements et de 80 % pour les paiements.

Le montant déjà engagé comprend une contribution de 82 millions d'EUR au Fonds général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Ce Fonds assure la fourniture de services essentiels et finance les salaires d'environ 30 000 enseignants, médecins et travailleurs sociaux dans les camps de réfugiés, qui sont eux-mêmes pour la plupart des réfugiés palestiniens.

En juin, les prévisions de l'UNRWA faisaient état d'un déficit de quelque 101 millions d'USD pour le Fonds en 2015, en dépit des mesures d'austérité qu'il impose depuis 2012. Grâce à des contributions exceptionnelles annoncées récemment, issues principalement des pays du Golfe, le commissaire général de l'UNRWA, M. Pierre Krähenbühl, a pu déclarer ouverte l'année scolaire 2015/2016 (685 écoles accueillent 500 000 élèves en Syrie, en Jordanie, au Liban, en Cisjordanie et à Gaza). Toutefois, dans une déclaration diffusée le 19 août, il a rappelé que l'Office avait encore besoin de 22 millions d'USD pour combler son déficit de financement en 2015 et rémunérer ses 22 000 enseignants jusqu'à la fin de l'année (c'est-à-dire au premier trimestre).

Sont également menacés l'aide alimentaire et l'aide financière en espèces aux réfugiés les plus vulnérables et le maintien de 123 dispensaires.

Par conséquent, il est demandé un renforcement de la ligne 21 03 01 04, pour un montant total de 20 millions d'EUR en crédits d'engagement et de 19 millions d'EUR en crédits de paiement, afin de permettre à l'Office de rémunérer les 22 000 enseignants, de maintenir le fonctionnement de ses services de base jusqu'à la fin de l'année et de poursuivre son processus de réforme capital (préretraites, compensations financières pour le personnel, etc.).

La demande en crédits de paiement représente 95 % des engagements qui doivent être versés immédiatement. Les 5 % restants seront versés dans les 12 mois, c'est-à-dire au titre du budget 2016.

ANNEX: United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees (UNRWA)

UNRWA is the UN Agency established to look after the health, education and social protection requirements of 5.4 million Palestinian refugees. It provides services in 5 operational fields - Gaza, West Bank, Jordan, Syria and Lebanon.

UNRWA's funding depends almost entirely (95%) on voluntary contributions. The unpredictability of its cash inflows is therefore a big and continuous challenge, while the costs are fixed due to the constant amount of basic services provided.

UNRWA is currently working in perhaps the most challenging context since it began its operations in 1950. A number of factors have made Palestinian refugees more vulnerable and increasingly dependent on support from UNRWA. These include: the armed conflict in Syria (in particular in Yarmouk camp), its ramifications in Lebanon and Jordan, the deteriorating situation in the occupied Palestinian territory and the ongoing closure as well as the latest escalation of conflict in Gaza. These challenges are compounded by sharply deteriorating socio-economic conditions in the region, as the Palestinian refugee community is experiencing growing poverty, increasing vulnerability and continued infringement of basic human rights exposing them to further marginalization. Such situation may also have serious consequences in terms of overall stability in the region, **increasing pressure from migratory flows from Syria and the surrounding countries (even Gaza is now under pressure) as well as trends towards radicalisation.**

For 2015, the projected deficit for the General Fund of UNRWA amounts to around USD 22 million after taking into account the latest exceptional contributions received mainly from the Gulf countries. Despite the strict austerity measures it is imposing since 2012, the Agency has faced at least once this year a real prospect of not being able to pay its 30 000 staff on time, thus risking not being able to ensure the delivery of essential core services.

The annual agreed EU contribution EUR 82 million to the General Fund (from the European Neighbourhood Instrument bilateral allocation) along with contributions from other donors have sufficed to sustain service delivery only until August. UNRWA therefore faced a severe cash deficit at the end of summer, putting at risk the opening of the school year (685 schools benefiting 500 000 pupils in all 5 fields of operation). Thanks to the recent additional contributions, the Commissioner General Pierre Krähenbühl could declare the 2015/16 UNRWA school year open. However, in a Statement published on 19 August, he reiterated that the Agency is still missing sufficient funds to pay for the 22 000 teachers until the end of the year (first school quarterly term).

Funds covering the areas of health, relief and social services, sanitation and emergency assistance are also negatively affected by the overall deficit.

UNRWA has been going ahead with austerity measures to further reduce its chronic deficit, in particular through:

- A critical review of the Agency's class sizes with an increased class ceiling of 50 children per classroom, where possible. This would have a direct impact on the number teachers required. For the past few years, UNRWA has used a planning figure of between 40-45 children per classroom;

- A full recruitment freeze on posts financed by the General Fund with exception of posts critical for direct service delivery;
- A review and radical reduction of international consultancies financed by the General Fund.

Even after these measures, it would still require urgent support to cover the remaining USD 22 million deficit. A letter in this regard co-signed by UNRWA Commissioner General Krähenbühl and Jordanian Deputy Prime Minister and Foreign Minister Judeh has been sent to the attention of the President of the European Parliament Schulz and the High Representative/Vice-President Mogherini.

In response, a reinforcement of EUR 20 million in commitment appropriations is proposed to cover the projected deficit, allowing the Agency to:

- Secure the payment of the 22 000 teachers in all schools in Syria, Jordan, Lebanon, West Bank and Gaza until the end of the year;
- keep its basic services running (namely education, health facilities and social safety net for the most vulnerable Palestinian refugees) until the end of the year;
- carry on its crucial reform process (early retirements, financial compensation for staff, etc.).

Out of this amount, 95% will be paid immediately equalling EUR 19 million in payment appropriations, which is therefore required. The remaining 5% will be paid within 12 months, i.e. under the 2016 budget.